

Les subsides

● (1500)

A l'instar du député de Humboldt-Lake Centre, j'ai écouté attentivement le ministre de l'Agriculture nous parler de libre-échange. Le ministre semble attacher de l'importance à nos offices de commercialisation, pour le lait et la volaille ou encore pour les grains, mais le ministre n'est pas prêt à les soustraire aux négociations. Je comprends son point de vue, mais je m'y oppose sans réserve. Si on veut négocier avec les États-Unis, on ne peut s'imaginer naïvement que toutes nos propositions seront acceptées.

M. Benjamin: C'est ce qu'ont fait les libéraux.

M. Foster: Vous semblez croire que le système américain en matière de vente des produits agricoles et d'aide aux agriculteurs est meilleur. Je ne suis pas de cet avis. Je pense que pour bien des produits, notre système est bien supérieur. Même si nous étions tentés de le faire, je ne pense pas que nous ayons les moyens d'adopter le système américain.

J'aimerais connaître un peu mieux la pensée du député de Humboldt-Lake Centre dont il nous a livré une bonne partie aujourd'hui. Imiter les Américains pour ce qui est des mécanismes de subventions, des excédents et des méthodes agricoles, serait difficile, pour notre gouvernement, même si ce système était bon ce qui, d'après moi, n'est pas le cas.

M. Althouse: Monsieur le Président, compte tenu de la complexité du problème soulevé, je ne pense pas avoir le temps de répondre à la question.

M. Benjamin: Quelle question?

Des voix: Oh, oh!

M. Althouse: Nous nous berçons d'illusions si, en toute candeur, nous engageons des pourparlers avec les États-Unis en partant du principe que ce sera là un bon moyen de maintenir le libre-échange dans le commerce des produits agricoles. Il n'y a jamais eu de libre-échange total pour bien des produits agricoles, de mon vivant en tout cas.

D'après ce que j'ai pu comprendre et retenir de l'histoire économique du monde, le libre-échange n'a existé que pour quelques denrées et de façon sporadique. En vérité, la plupart des grands pays développés ont une politique intérieure dont le but est de protéger leur production. Ils font en sorte d'être pratiquement autosuffisants dans le domaine alimentaire, en partie à cause des guerres qu'a connues l'Europe. Ces pays s'efforçaient de vivre en autarcie pour pouvoir résister à un blocus économique. Cette politique nous vient du XIX^e siècle et compte tenu que notre siècle a connu deux grandes guerres, la plupart des pays considèrent qu'elle tient toujours, qu'il vaut la peine de la pratiquer. C'est ce que fait le Japon. Il cherche à produire le plus possible de denrées agricoles quel qu'en soit le coût. Ce n'est pas nécessairement pour cette raison que les États-Unis ont une production agricole aussi imposante actuellement. Les États-Unis ont une économie relativement jeune dans une région qui se prête bien à l'agriculture, à la fois sur le plan de la terre du climat, de la technologie et de la formation de leurs habitants. Les Américains sont en mesure de produire beaucoup. Et ils en ont profité pour investir dans l'agriculture et dans les campagnes les capitaux réalisés grâce à leur infrastructure industrielle, au point où ce secteur est trois fois plus

subventionné qu'au Canada. Les agriculteurs américains ne renonceront pas à ces subventions très élevées. Aussi, nous ne pouvons pas nous lancer à l'aveuglette dans des négociations avec les États-Unis. Nous avons affaire à un interlocuteur de taille. Notre poids économique dans le cadre de telles négociations est dix fois moins grand que le leur.

Si nous en tenons compte, nous devrions pouvoir tirer honorablement notre épingle du jeu en assurant le survie de nos agriculteurs. Sinon, nos agriculteurs pourraient le regretter amèrement.

M. Benjamin: Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser à mon collègue. Je n'ai pas pu les poser au ministre de l'Agriculture (M. Wise) et je vais donc essayer de le faire indirectement. Premièrement, je veux parler des éleveurs canadiens en particulier, mais des autres également. A maintes reprises au cours des deux ou trois dernières décennies, nous pensions avoir conclu des ententes quant aux volumes de bœuf, de porc, de veau et de viande de bœuf préparée que nous pouvions envoyer aux États-Unis. Dès que les Américains ont commencé à être en difficulté, ils ont fermé la frontière. Cette situation s'est produite à trois ou quatre reprises depuis 1970.

Le député peut-il nous dire si, à son avis, il en ira de même tant que nous n'aurons pas conclu une entente précise sur le volume et le prix des denrées? Si nous pensons pouvoir nous imposer sur un marché à la façon de R. B. Bennett, nous aurions tort de croire que les éleveurs américains ne réagiront pas.

Deuxièmement, mon collègue a parlé du libre-échange. Il a dit que nous essayions de mettre tous nos œufs dans le même panier alors que nous pourrions négocier des ententes avec le Mexique et les pays d'Amérique centrale. Nous pourrions leur fournir des bovins de race, des bêtes de reproduction et de la viande rouge, en échange de leurs fruits et légumes, au lieu de compter sur les importations onéreuses des États-Unis au milieu de l'hiver.

M. Althouse: Monsieur le Président, je vais être bref, car je remarque que vous commencez à être pointilleux au sujet de l'heure. Je ne sais pas exactement combien de fois notre entente de libre-échange avec les États-Unis concernant la viande rouge a tourné court. Des dispositions de libre-échange du porc dans le cadre de l'entente sur la viande rouge ont sans doute été les plus souvent remises en question. En 1976, nous ne produisions pas assez de porcs pour satisfaire la demande sur le marché intérieur. Pendant un an au cours de cette période, vers le milieu des années 70, 14 p. 100 de notre porc était importé des États-Unis.

Pour les Américains, nous étions un tout petit marché. L'an dernier, la situation a changé. Nous avons exporté d'importants volumes de porc aux États-Unis. Nous en sommes arrivés au point où le porc canadien représentait 2 p. 100 environ du marché américain. Les Américains n'ont pas tardé à imposer un droit compensateur et à nous couper l'herbe sous le pied. Ils disposent de meilleurs mécanismes beaucoup plus rapides et efficaces que nous pour mettre un terme aux échanges commerciaux.